



**Pekuakamiulnuatsh  
Takuhikan**

Mashteuiatsh, le 11 juillet 2019

Madame Marcia Vergara  
Analyste principale en consultations - Québec  
901-1550, avenue d'Estimauville  
Québec (Québec) G1J 0C1

N/Réf. : 15-122/X1 302 050

**Objet : Consultation supplémentaire - l'étude d'impact environnemental du projet  
d'aménagement d'un quai en eau profonde dans le port de Québec**

---

Madame,

Nous avons bien reçu, en date du 29 mai 2019 par courriel, la consultation sur le sujet mentionné en rubrique. Nous confirmons aussi avoir reçu la documentation suivante :

- **Consultation datée du 29 mai 2019**
- **La documentation qui constitue l'entièreté de l'étude d'impact environnemental.**

Aux fins de la présente, nous assumons :

1. Que toute l'information pertinente pour nous permettre de prendre une décision éclairée nous a été effectivement fournie en temps opportun ;
2. Que le projet final sera substantiellement celui décrit dans les documents de consultation ;
3. Qu'aucune autre Première Nation n'a exprimé ses préoccupations relativement à ce projet.

... 2

Sous réserve de ce qui précède, la présente a pour but de vous présenter nos commentaires, que vous trouverez en annexe, sur l'étude d'impact environnemental du projet d'aménagement d'un quai en eau profonde dans le port de Québec et à vous informer que nous n'entendons pas nous opposer à la poursuite des étapes devant mener à l'autorisation ou à l'arrêt de ce projet. Cette orientation est cependant soumise aux conditions suivantes :

1. Qu'une rétroaction nous soit faite sur les commentaires ci-joints;
2. Aucune modification substantielle ne sera apportée au projet sans qu'une consultation supplémentaire ne prenne place ;
3. L'orientation adoptée par notre Première Nation repose sur les informations actuellement connues et pourrait être modifiée, si d'autres éléments pertinents étaient portés à l'attention de nos représentants ;
4. L'orientation repose sur les besoins actuels des membres de notre Première Nation, qui pourraient être différents dans le futur, compte tenu de l'évolution de notre population ;
5. Les engagements du promoteur ou du gouvernement, le cas échéant, devront être respectés de façon substantielle, notamment au niveau de l'atténuation des impacts sur nos droits ancestraux, y compris le titre aborigène de notre Première Nation.

Cette orientation **ne constitue pas un consentement au projet d'Énergie Saguenay**. Elle n'affecte en aucune façon ni ne porte atteinte à nos droits ancestraux, y compris le titre aborigène, sur Nitassinan (territoire ancestral) ainsi qu'aux négociations territoriales en cours.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Ka nikanipit Tipelitamuna kie ka tshishpeuatekanitsh nanituhussi  
Le Directeur Droits et protection du territoire,

<Original signé par>

**Steve Morel**

SM/JC/jg

- p. j. Commentaires de la direction Droits et protection du territoire sur l'étude d'impact environnemental du projet d'aménagement d'un quai en eau profonde dans le port de Québec
- c. c. M. Carl Cleary, secrétaire aux Affaires gouvernementales et stratégiques, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan ;  
M. Serge Simard, directeur, Économie, emploi et partenariats stratégiques, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan ;  
M. François Rompré, coordonnateur économie et relation d'affaire, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan ;

## Commentaires de la direction Droits et protection du territoire



Sur

L'étude d'impact environnemental du projet d'aménagement d'un  
quai en eau profonde dans le port de Québec.

5 juillet 2019

## I. Impacts potentiels du projet sur nos droits ancestraux

---

### A. Commentaire général

Dans la correspondance adressée au chef Moar en date 28 mai dernier, vous nous demandiez notre point de vue sur les effets environnementaux potentiels du projet aux termes de l'article 5 de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012).

Plus particulièrement, nous devons y aborder :

- (1) Les répercussions potentielles des changements causés à l'environnement sur :
  - les conditions sanitaires et socio-économiques;
  - le patrimoine naturel et le patrimoine culturel;
  - l'usage courant de terres et de ressources à des fins traditionnelles;
  - une construction, un emplacement ou une chose d'importance sur le plan historique, archéologique, paléontologique ou architectural.
- (2) Les impacts potentiels du projet sur vos droits ancestraux ou issus de traités, potentiels ou établis, ou sur votre capacité d'exercer ces droits.
- (3) L'efficacité des mesures d'atténuation proposées ou du programme de suivi en ce qui concerne les effets environnementaux négatifs potentiels ou les impacts sur vos droits ancestraux ou issus de traités, potentiels ou établis.

Certes, les points de l'article 5 nommé ci-dessus font partie intégrante de nos droits et de notre titre aborigène. Il est malaisé toutefois, d'évaluer les impacts sur nos droits ancestraux puisqu'il y a d'autres composantes à considérer et que notre vision holistique de la nature est en contradiction avec la manière dont les évaluations des impacts environnementaux (ÉIE) sont effectuées.

De fait, les ÉIE décortiquent les composantes d'un écosystème (mammifère, herpétofaune, oiseaux, mammifères flore, sol, air, etc.). Ensuite, il y a une analyse des effets résiduels d'un projet sur chacune d'entre elles. Comme tous les aspects de l'environnement dans son sens large forment un ensemble et que les composantes sont interdépendantes, le fait de ne pas prendre en compte les interrelations amène un biais qui fausse ainsi les impacts.

Aussi, la méthodologie utilisée, dans les ÉIE pour évaluer les impacts cumulatifs d'un projet et des projets antérieurs ne permet pas de tenir compte adéquatement des impacts à égard de nos droits et notre titre. Une telle approche n'appréhende aucunement, l'enjeu de dépossession territoriale graduelle que vit notre Première Nation depuis le début de la colonisation.

Les lieux propices et sans contraintes pour la pratique d'ilnu aitun sur Nitassinan se font de plus en plus rares et éloignés. Ne regarder qu'un projet à la fois en se concentrant exclusivement sur l'usage courant des terres par les Autochtones au site du projet ou dans une zone rapprochée ou locale ne permet pas d'appréhender les effets cumulatifs de l'appropriation du territoire et le développement anthropique depuis des siècles en regard de l'occupation autochtone.

## **B. Le projet Beauport 2020 — Évaluation des impacts sur les droits et le titre aborigène**

L'évaluation des impacts sur les droits des Premières Nations est un exercice complexe et nous jugeons qu'actuellement, il n'y a pas de véritable outil pour permettre au promoteur de réaliser un portrait juste des impacts de son projet et les effets cumulatifs sur les droits des Premières Nations. De ce fait, l'évaluation des impacts sur nos droits réalisée par l'initiateur est insatisfaisante notamment pour les raisons nommées au point A.

Suite à l'annonce de la réconciliation avec les Peuples autochtones et en concomitance avec la réforme de la Loi sur les évaluations environnementales, le projet de terminal Saguenay a été le premier projet pour lequel l'ACÉE nous a proposé une méthodologie pour évaluer les impacts sur les droits des Premières Nations. Dans le cadre du projet Énergie Saguenay, l'agence nous a demandé de pousser la réflexion afin de se doter d'un outil qui permettra aux promoteurs de mesurer les impacts, mais aussi, il permettra à notre Première Nation de juger si les impacts sur nos droits ont bien été pris en compte.

Comme l'outil est en cours d'élaboration en concertation avec les communautés innues d'Essipit et Pessamit, il est peu probable que l'on puisse l'utiliser d'ici la fin de l'étape d'analyse de concordance.

## **C. Mesures d'accommodement**

Nous affirmons que la Première Nation des Pekuakamiulnuatsh détient des droits ancestraux y compris un titre aborigène sur le site du projet de Beauport 2020. Pour sous-tendre notre affirmation, vous trouverez ci-après des exiguës de jugement de la Cour suprême pour illustrer notre position.

*«(...) L'occupation suffisante pour fonder l'existence d'un titre ancestral ne se limite pas aux lieux spécifiques d'établissement, mais s'étend aux parcelles de terre régulièrement utilisées pour y pratiquer la chasse, la pêche ou d'autres types d'exploitation des ressources et sur lesquelles le groupe exerçait un contrôle effectif au moment de l'affirmation de la souveraineté européenne.» [par. 50, affaire Tsilhqot'in]*

*«(...) Le titre aborigène est un droit foncier et, en tant que tel, il est quelque chose de plus que le droit d'exercer certaines activités précises, qui peuvent elles-mêmes être des droits ancestraux. Il confère plutôt le droit d'utiliser des terres pour y exercer différentes activités qui ne doivent pas nécessairement toutes être des aspects de coutumes, pratiques et traditions faisant partie intégrante des cultures distinctives des sociétés, autochtones. (...)» [par. 111, jugement Degamukw]*

*«Le titre ancestral confère des droits de propriété semblables à ceux associés à la propriété en fief simple, y compris le droit de déterminer l'utilisation des terres, le droit de jouissance et d'occupation des terres, le droit de posséder les terres, le droit aux avantages économiques que procurent les terres et le droit d'utiliser et de gérer les terres de manière proactive.» [par. 73, affaire Tsilhqot'in]*

*«Le droit de contrôler la terre que confère le titre ancestral signifie que les gouvernements et les autres personnes qui veulent utiliser les terres doivent obtenir le consentement des titulaires du titre ancestral. Si le groupe autochtone ne consent pas à l'utilisation, le seul recours du gouvernement consiste à établir que l'utilisation proposée est justifiée en vertu de l'art. 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.» [par. 76, affaire Tsilhqot'in]*

*«Avant que l'existence du titre soit établie par un jugement déclaratoire ou une entente, la Couronne est tenue de consulter de bonne foi les groupes autochtones qui revendiquent le titre sur des terres au sujet de ses projets d'utilisation des terres et, s'il y a lieu, de trouver des accommodements aux intérêts de ces groupes. Le niveau de consultation et d'accommodement requis varie en fonction de la solidité de la revendication du groupe autochtone et de la gravité de l'effet préjudiciable éventuel sur l'intérêt revendiqué. (...)» [par. 89, affaire Tsilhqot'in]*

Donc, en vertu de nos droits ancestraux et de notre titre aborigène, comme mesure d'accommodement, nous demandons à l'initiateur de prendre contact avec notre Première nation, celle d'Essipit et Pessamit afin d'amorcer des discussions pour convenir d'une entente de répercussions et avantages le plus rapidement possible.

## II. Le transport maritime — mammifères marins

---

C'est environ une centaine de navires supplémentaires de fort tonnage qui circuleront entre Québec et l'Océan Atlantique. Ces navires transiteront en grande partie par le secteur du fleuve ou l'habitat essentiel du béluga s'y trouve. Cet accroissement du transport aura des impacts sur cette espèce, mais aussi sur les autres espèces de mammifères marins.

Puisque le béluga a le statut d'espèce en péril le plus élevé soit « *en voie d'extinction* » nous nous serions attendus à ce que l'initiateur réalise une évaluation des impacts de l'accroissement de la navigation sur cette espèce.

À cet effet, nous nous attendons alors à ce que les autorités responsables tiennent compte de tous les effets environnementaux d'un projet, sans égard à l'emplacement de ces effets tel que précisé à l'article 16 de la Loi canadienne des évaluations environnementales (LCEE).

Avec la publication de l'arrêté ministériel (2019) visant l'habitat essentiel du béluga (*Delphinapterus leucas*), population de l'estuaire du Saint-Laurent, les composantes de l'habitat sont maintenant protégées en vertu de l'article 58<sup>1</sup>, de la Loi sur les espèces en péril (LEP).

Comme, il est interdit de "**détruire** une composante de l'habitat essentiel du béluga". Nous sommes aussi en droit de nous attendre à ce que le Ministère pêche et Océan qui est responsable de la mise en œuvre du programme de rétablissement de cette espèce évalue les impacts du projet et les impacts cumulatifs sur toutes les composantes de l'habitat identifiés au programme.

---

<sup>1</sup> 58 (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, il est interdit de détruire un élément de l'habitat essentiel d'une espèce sauvage inscrite comme espèce en voie de disparition ou menacée — ou comme espèce disparue du pays dont un programme de rétablissement a recommandé la réinsertion à l'état sauvage au Canada :

### III. Habitat aquatique — pertes d'habitats et effets sur les habitats environnants

---

#### A. Commentaire général

Pour éviter de faire une liste exhaustive des espèces touchées, de la diversité et de l'importance des habitats aquatiques touchés par le projet, nous mentionnerons seulement que le rapport sur l'étude d'impact sur l'environnement réalisée par l'initiateur vient confirmer sans l'ombre d'un doute que dans la baie de Beauport les habitats (ensemble de la chaîne trophique) visés par son projet ont une grande valeur écologique.

Même si l'initiateur a estimé que les effets résiduels sur l'habitat en phase d'exploitation sont majeurs et importants, nous sommes d'avis qu'il y a une sous-évaluation des impacts sur l'environnement. Effectivement, le fait que l'initiateur a évalué les impacts du projet exclusivement sur les habitats présents dans la zone d'étude, et ce, sans prendre en compte, l'ensemble de la chaîne trophique, la capacité de support de l'écosystème, la connectivité et la productivité des habitats environnants, il en découle alors un portrait incomplet.

#### B. Les impacts du dragage

Les études scientifiques ont fait la démonstration que le dragage a des impacts majeurs entraînant la destruction d'habitat, la modification de l'hydrodynamique, l'augmentation de la turbidité de l'eau et la libération de contaminants dissous et en suspensions affectant l'ensemble des composantes biotiques et abiotiques.

Il apparaît évident que l'hydrodynamique et la sédimentologie en seront modifiées. Par contre, la modification ne se fera pas nécessairement sentir à court terme. Ceci pourrait prendre 10, 15 ou voir 20 ans avant de voir les répercussions sur les habitats aquatiques environnants.

Or, il est inconcevable que l'initiateur n'ait pas évalué les effets cumulatifs, mais encore qu'il n'envisage pas mettre en place un programme de suivi environnemental en phase d'exploitation. Nous sommes donc d'avis que l'initiateur conçoit et met en œuvre un programme de suivi<sup>2</sup> à long terme en collaboration avec les instances responsables. Lors du suivi, si des effets résiduels négatifs sont répertoriés sur les habitats avoisinants, nous sommes d'avis que l'initiateur apporte des mesures correctives ou bien compensatoires.

---

<sup>2</sup> Environnement Canada et ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. 2015. Guide pour l'élaboration de programmes de surveillance et de suivi environnemental pour les projets de dragage et de gestion des sédiments. 24 pages + annexes.



### C. Programme de compensation (Annexe 4 — esquisse du plan de compensation.)

Au début de l'annexe 4 présentant une esquisse d'un plan de compensation, l'initiateur précise :

*[...], puisqu'aucune perte d'habitat et fonction d'habitat n'est anticipée par la modification permanente générée par le dragage, les modifications permanentes (12,9 ha) pourront être compensées par un ratio de compensation moindre qui sera déterminé en collaboration avec les autorités compétentes.*

Indifféremment de la localisation des infrastructures, nous nous retrouvons dans un habitat aquatique. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de frayère ou bien d'habitat d'alevinage par exemple qu'on peut dire que ce n'est pas un habitat. La notion d'habitat est beaucoup plus complexe. L'habitat est avant tout un environnement occupé et habité par une population biologique d'organisme animal et végétal. L'habitat ne se limite pas aux poissons (prédateur) en haut de la chaîne alimentaire. Quand est-il de la productivité primaire, du benthos... ?

Ceci étant dit, nous sommes d'avis, contrairement à l'initiateur, que la perte de 12,9 ha d'habitat dû au dragage doit être compensée minimalement par une superficie écologiquement équivalente.

Qui plus est, nous sommes d'avis qu'un programme de compensation doit comprendre une superficie supplémentaire pour compenser les effets résiduels sur les habitats avoisinants conséquents à l'exploitation du quai. Aussi une superficie supplémentaire devrait compenser le délai de réaction (efficacité) lorsqu'on met en place des mesures de compensations.

Finalement, un programme de compensation doit nécessairement compenser le type de milieu qui sera détruit. Le promoteur envisage de compenser en habitat aquatique la perte de 1940 m — herbier aquatique. Considérant que plus 80 % des milieux humides du fleuve St-Laurent ont déjà été détruit et considérant l'importance et le rôle écologique des herbiers, contrairement au promoteur, nous sommes d'avis que l'initiateur doit compenser un herbier par un herbier.